

Zeitschrift: Nachrichten VSB/SVD = Nouvelles ABS/ASD = Notizie ABS/ASD
Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Bibliothekare; Schweizerische
Vereinigung für Dokumentation
Band: 60 (1984)
Heft: 6

Rubrik: Umschau = Tour d'horizon

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Umschau - Tour d'horizon

EVOLUTION DU CONTEXTE DE L'AUTOMATISATION DES BIBLIOTHEQUES

Congrès international de Stanford (Research Libraries Group), 1-3 octobre 1984

Afin de marquer le dixième anniversaire de sa fondation, les dirigeants du Research Libraries Group ont mis sur pied un congrès qui s'est tenu à Stanford, début octobre, sur le thème de la coopération internationale qui devrait être suscitée entre les bibliothèques de recherche. La motivation des Américains était apparemment double: d'une part ils sont intéressés à avoir accès à certaines bases de données européennes qui concernent une littérature qui leur fait défaut, notamment en ce qui concerne la production du XVIII^e siècle. Dans cette optique, et en première étape, la mise en place imminente d'une ligne permanente de RLIN sur Londres permettra d'accroître la contribution des Américains au projet ESTC, lancé par la British Library (Eighteen-Century Short Title Catalog). D'autre part, ils aimeraient connaître ce qui se passe en Europe et en Grande-Bretagne dans le domaine de l'automatisation, et c'était là l'objet de quelques rapports sur l'avancement des travaux de LIBRIS et de PICA.

Du côté européen, c'est surtout l'idée de la création d'un Council on Library Resources européen, idée lancée par le Belge H. Liebaers, qui cherchait un écho favorable Outre-Atlantique. Un équivalent européen du CLR serait un organisme qui obtiendrait de l'argent de sources extérieures aux bibliothèques (fondations, organisations européennes, UNESCO, etc.) et l'utiliserait pour patronner des projets coopératifs et des réalisations concrètes, surtout dans le domaine des technologies avancées (réseau banalisé reliant les diverses bibliothèques nationales, thésaurus multilingue, procédures uniformisées pour l'accès public aux catalogues en ligne).

S'il apparaît beaucoup plus difficile en Europe de trouver des fonds pour supporter des projets extranationaux, H. Liebaers n'en reste pas moins optimiste quant aux sources de subsides que pourraient offrir des organisations de la Communauté européenne. Sur ce plan d'ailleurs, une visite rendue aux collègues américains engendre inévitablement chez l'Européen une certaine morosité: en regard de ce dont nous disposons, les chiffres que nous avons entendu articuler étaient ahurissants: pour l'année fiscale écoulée, le CLR a dépensé 4,3 millions de dollars en projets de recherche, le réseau RLIN a pu opérer un spectaculaire redressement grâce aux deniers de la Fondation Getty, le Gouvernement du Québec vient de voter un crédit de dix millions de dollars pour accentuer le développement de bases de données bibliographiques au Québec, alors que le Gouvernement canadien soutient à coups de millions de dollars la compagnie GEAC, spécialisée dans la diffusion commerciale de systèmes de gestion de bibliothèque (cf. *Outlook on Research Libraries*, juillet 84).

Le principal pôle d'intérêt de ces trois jours, pour nous autres Européens, était de faire le point sur l'évolution du contexte de l'automatisation et d'évaluer où en sont aujourd'hui les projets que nous avons signalés il y a deux ans. Sous cet aspect, les grands projets de préservation des collections, qui préoccupent profondément les Américains et engouffrent des centaines de milliers de dollars, nous

apparaissent d'un moindre intérêt. De même peut-être le débat sur le partage des collections à grande échelle, qui peut apparaître comme une élégante façon de contourner les restrictions budgétaires, mais qui est loin de rassembler l'unanimité des directeurs de bibliothèques prestigieuses et élitistes, ne peut pour l'heure que se cantonner dans de louables déclarations d'intention.

Beaucoup plus intéressant pour nous, et réconfortant surtout, fut de voir que RLIN, second grand réseau américain, semble avoir résolu la plupart des problèmes qui le menaçaient de catalepsie il y a deux ans: l'opération de regroupement des localisations extraites des notices dans le but de faciliter le prêt interbibliothèque a pleinement réussi, l'analyse est avancée pour l'intégration d'un contrôle d'autorité au sein de la base de données, et des projets concrets envisagent pour bientôt l'évolution du réseau vers une distribution des ressources, le rattachement à des réseaux locaux de campus par exemple.

Un autre motif de satisfaction résulte du passage au stade opérationnel du projet LSP/Standard Systems Interconnection. Nous avons présenté il y a deux ans ce projet qui vise à créer un interface banalisé entre systèmes hétérogènes, qui leur permette d'échanger des données bibliographiques, et cela en conformité avec la recommandation ISO/OSI, via les réseaux de données à commutation de paquets. La définition des niveaux de protocole et la programmation sont maintenant achevés, et les premières notices d'autorité transitent entre la Bibliothèque du Congrès et RLIN. Selon Henriette Avram, le fruit du travail produit par la Bibliothèque du Congrès, le Research Libraries Information Network et le Washington Library Network devrait incessamment déboucher sur la définition d'une norme ISO valable pour l'échange de données catalographiques, norme qui formerait la base du plus important des projets coopératifs proposés au Council on Library Resources européen (création d'un interface banalisé qui permette aux différents systèmes européens hétérogènes de communiquer entre eux).

En ce qui touche les systèmes existants, on remarque le dynamisme de NOTIS (Northwestern University, Chicago) qui compte maintenant une quinzaine d'implantations, de BLIS (Washington Library Network) qui devrait s'implanter bientôt à San Diego et au Colorado. Mais plus que les qualités intrinsèques de tel ou tel système qui l'emporterait sur tel autre, c'est la complémentarité des solutions offertes qui doit nous donner à méditer: les Américains semblent avoir dépassé le stade où nous en sommes en Suisse, qui consiste à opter pour telle ou telle solution à l'exclusion de toute autre. L'exemple californien est à ce titre-là révélateur: la Division for Library Automation, à Berkeley, a développé MELVYL dans le but de créer un catalogue collectif des neuf campus de l'Université de Californie, de faciliter le partage des acquisitions et le prêt interbibliothèque. C'est là essentiellement un excellent système d'accès public, qui alimente sa base de données à l'aide des notices de l'OCLC, de RLIN ou de la Bibliothèque du Congrès. Pour son catalogue local, son prêt et ses acquisitions, Berkeley utilise une installation autonome. L'un des campus, l'Université de San Diego, tout en bénéficiant de l'accès à MELVYL, aimerait installer BLIS pour sa gestion interne. L'Université de Stanford effectue son catalogue sur RLIN, mais a développé un système d'accès public à ses catalogues qui est totalement indépendant (SOCRATES). Ainsi cette situation, où l'on voit des bibliothèques utiliser plusieurs systèmes simultanément, illustre bien la complémentarité des fonctions offertes soit par les grands réseaux de catalogue (OCLC, RLIN), soit par des systèmes locaux puissants d'accès public, tant

il est vrai qu'aujourd'hui aucun d'entre eux n'est à même de satisfaire à la fois aux exigences des catalogueurs et du public.

La tendance qui se dessine est donc bien de recourir aux services des réseaux traditionnels (serveurs bibliographiques, ou centres techniques de traitement de l'information bibliographique) pour le catalogage partagé et le prêt à distance, puis de dupliquer ensuite ses propres notices sur un système propre qui permette la gestion locale et l'accès public. Nous sommes persuadé que c'est là un phénomène évolutif auquel nous n'échapperons pas et nous devons rapidement nous accoutumer à voir les choses sous cet angle afin de modeler au mieux notre environnement futur.

Présentant l'évolution des réseaux suédois LIBRIS et hollandais PICA, deux exposés dénotaient l'émergence d'une même problématique en Europe: depuis quelques années, l'automatisation des bibliothèques est devenue un créneau commercial, et les projets nationaux isolés, soutenus uniquement par les deniers publics et le budget courant des bibliothèques, ne peuvent plus donner le change à des compagnies privées qui proposent des systèmes de mieux en mieux rodés, et dont le développement est amorti sur un nombre appréciable d'installations. Le fait de disposer chez soi de son propre système, de ne pas avoir à payer de manière récurrente les services d'un réseau dont les prestations semblent diminuer au fur et à mesure de sa croissance, sont des éléments qui l'emportent de plus en plus dans les processus de décision, et ne semblent guère pouvoir être balancés par les avantages économiques qu'on peut attendre de la coopération. Nulle part comme en Angleterre, on n'assiste à une floraison de systèmes hétéroclites implantés dans toutes sortes de bibliothèques. Et pourtant, les Anglais sont allés très loin dans l'approche théorique et expérimentale des réseaux, ils ont défini des procédures de communication entre systèmes hétérogènes, ont testé à fond l'USBC afin de fusionner des bases de données de provenances diverses, et disposent donc en théorie des outils nécessaires à l'établissement d'un réseau national. Or, toute tentative de passer au stade opérationnel s'est heurtée à l'impossibilité de dégager les énormes crédits nécessaires à la mise en place et au fonctionnement de l'infrastructure (ordinateurs, télécommunications, effectifs spécialisés).

On s'est plu pendant longtemps à répéter que les coûts des processeurs, des mémoires et des télécommunications diminuaient tellement rapidement que bientôt chacun aurait accès quasi gratuitement à toute l'information qu'il pourrait souhaiter. On commence à réaliser désormais que les réseaux de bibliothèques incarnent un idéal qu'il est certes louable de garder à l'esprit, pour le bénéfice non seulement du bibliothécaire, mais surtout du chercheur, mais qu'il apparaît de plus en plus malaisé de justifier économiquement. Nous savons désormais qu'ils ne verront pas le jour sans un apport financier massif, sous quelque forme que ce soit.

Hubert Villard, Coordinateur REBUS

DEUTSCHER DOKUMENTARTAG 1984

9. bis 12. Oktober in Darmstadt

Die Berichterstattung über eine im Verlauf der Jahre so groß gewordene Tagung wie der Deutsche Dokumentartag kann immer nur persönliche Eindrücke vermitteln, da die Auswahl der besuchten Veranstaltungen geprägt ist von den am

Arbeitsplatz anstehenden Aufgaben. Wohl stand die Tagung unter dem gemeinsamen Thema «Perspektiven der Fachinformation, Prognosen – Praxis – Programme», die Vorträge stützten sich jedoch auf eine so breite Basis ab, daß sie z. T. auch als Mittelpunkt der öffentlichen Sitzungen verschiedener Komitees innerhalb der DGD und der Fachinformationszentren den vorgegebenen Rahmen sprengten: Komitee linguistische Datenverarbeitung, Komitee Politik, Recht, Wissenschaft und Verwaltung, Komitee Terminologie und Sprachfragen, Komitee Technische Kommunikation, Fachinformationszentrum Technik usw.

Der Teilnehmer aus der Schweiz wird sich in der Regel an die mehr praxisorientierten Beiträge halten, wobei es selbstverständlich nur von Nutzen sein kann, wenn gleichzeitig auch die theoretischen Grundlagen für manches Spezialgebiet mitgeliefert werden. Herausgegriffen sei etwa die innerhalb des Besichtigungsprogramms gebotene «Vorstellung von Arbeiten zur automatischen Indexierung» an der Technischen Hochschule Darmstadt, wo durch theoretische Einführung und nachfolgende Demonstrationen von einem fachkundigen Team die Schwierigkeiten bei der Erarbeitung eines Systems, aber auch der zu erwartende Nutzen herausgearbeitet wurden. Die Frage allerdings, wer als in der Praxis tätiger Dokumentar die aufwendigen Vorarbeiten für ein so weitreichendes Wörterbuch «das die gleiche Rolle spielt wie der Thesaurus beim intellektuellen Indexieren», leisten kann, bleibt unbeantwortet. Ein Höhepunkt der Tagung war sicher die vom Lehrinstitut für Dokumentation in der DGD (LID) gestaltete Vortragsreihe zum Thema «Mikrocomputer-Anwendungen in der Dokumentation» (Downloading – und was dann?/Information-Retrieval-Software für Mikrocomputer – gibt es das überhaupt?/Thesaurus-Aufbau mit dem Mikrocomputer/Was muß der Dokumentar von der EDV wissen?). Hier ergänzten sich theoretische Ansätze und praktische Anwendungen, durch Beispiele am Bildschirm sichtbar gemacht, zu einer überzeugenden Einheit. Der Andrang war so unerwartet groß, daß sich der gewählte Saal als viel zu klein erwies.

Eine Ergänzung zu den Vorträgen bildete die leider nicht sehr günstig untergebrachte Ausstellung. Auch da konnte man feststellen, daß das Interesse für den Einsatz von Mini- und Mikrocomputern beim Aufbau eigener Datenbanken sehr groß ist. Die Stände mit entsprechenden Vorführungen waren denn auch immer gut besetzt.

In einer Tagungszeitung mit dem Thema des Dokumentartags als Titel, die während der kurzen Zeit in drei Nummern erschien, wurden interessante Aspekte des Berufsbildes des Dokumentars und der Informationspolitik in der BRD angeschnitten und diskutiert.

So brachten die anstrengenden Tage in Darmstadt manchen Gewinn und die Überzeugung, daß überall mit Eifer an der Bewältigung der mannigfachen Informationsprobleme gearbeitet wird. Bestätigung dafür erhielt man nicht zuletzt auch in den lebhaften und freundschaftlichen Gesprächen mit Fachkollegen. *René Gaß*

LISTE VON EMPFEHLENSWERTEN ASTROLOGISCHEN BÜCHERN

In den letzten Jahren erscheinen ständig neue Bücher über Astrologie. Da es dem interessierten Laien schwer fällt, den Spreu vom Weizen zu trennen, hat der

«Schweizer Astrologenbund – SAB» eine Bücherliste veröffentlicht, in der die seriösen und empfehlenswerten deutschsprachigen Werke zusammengestellt sind.

Diese Liste ist aufgeteilt in: Allgemeine Einführungen, Lehrbücher, Ephemeriden und Tabellen, Weiterbildung und Vertiefung. Sie steht allen interessierten Bibliotheken zur Verfügung und kann bezogen werden beim:

SAB – Schweizer Astrologenbund
Postfach 331, 8042 Zürich

Auszüge aus dem Kodex des SAB: Die Mitglieder treten ein für eine psychologisch orientierte Astrologie, bemühen sich um Aufklärung der Öffentlichkeit, wenden sich gegen Scharlatanerie und Wahrsagerei und wissen, daß aus den Sternen kein unausweichliches Schicksal abzulesen ist. Daher versuchen sie, eine größere innere Bewußtheit zu ermöglichen. Der SAB steht auch interessierten Nichtfachleuten offen.

Bibliothekschronik - Chronique des bibliothèques

BERN. *Schweizerische Landesbibliothek. Aus dem Jahresbericht 1983.* 1983 kann als Jahr des Überganges bezeichnet werden. Nach intensiven Vorarbeiten der Projektgruppe für die Automatisierung unserer Nationalbibliographie (Projekt «Anabis») wird der Konzeptunterschied erst im Frühjahr 1984 fallen. Seit dem Sommer des Berichtsjahres wirkte unser neuer Informatiker M. Guy Venault an der Konzeptausarbeitung mit. Bis Ende des Berichtsjahres wurden auch sämtliche Vorarbeiten abgeschlossen, um mit Beginn des Jahres 1984 den neuerbauten unterirdischen Magazinraum im Bundesarchiv zu beziehen und damit das Raumproblem nach der langen Zeit der Provisorien endlich zu lösen.

Einige Stellen des Jahresberichtes lassen erkennen, daß die Dienstleistungen der Bibliothek nicht überall auf dem Stand der Vorjahre gehalten werden konnten. Die Folgen des langjährigen Personalstopps beginnen sich abzuzeichnen. Eine Nationalbibliothek kann ihre Arbeit nicht in gleichem Maße steuern wie andere Bundesämter, der Wert ihrer Arbeit liegt nicht zuletzt in der Kontinuität – ein Abbruch entwertet auch das, was früher Generationen geleistet haben. Mit dem Zuwachs von immer spezialisierterem Schrifttum steigen zwangsläufig die quantitativen und qualitativen Anforderungen an den Benutzungs- und Erschließungsdienst. Besonders stark ist davon die Sektion «Nationalbibliographie und Kataloge» betroffen. Das ist auch ein Hauptgrund dafür, daß wir die EDV zuerst hier einzusetzen gedenken, um dem wachsenden Druck zu widerstehen. Wir hoffen, daß unser Vorhaben, in Zusammenarbeit mit andern wissenschaftlichen Großbibliotheken des Landes, gelingen wird.

Um den Schweizerischen Gesamtkatalog, Dreh- und Angelpunkt des wissenschaftlichen Informationsaustausches in der Schweiz, ins Zeitalter der Automation zu retten, bedarf es der Mitarbeit und auch der Opferbereitschaft aller, die daran teilnehmen; es sind derzeit über 300 Bibliotheken. Die Mehrzahl von ihnen wird noch auf konventionelle Weise geführt; sie sind mit dem Gesamtkatalog zufrieden.